

Völkisch contre Antideutsch : un faux débat ?

Même si elles empruntèrent des itinéraires différents, une bonne partie des personnes évoquées dans ce texte devinrent des apôtres du nationalisme et de «l'impérialisme» – ou, en tout cas, sont accusées, par l'extrême gauche et même la gauche, d'avoir trahi leurs idéaux – y compris et surtout les *Antideutsch*. Certains individus sont même allés jusqu'à exprimer leur haine de l'immigration et de l'islam, tout en conservant un langage «radical» et une posture «critique» vis-à-vis de la société, voire du capitalisme. D'autres ont fait parfois revivre des thèmes chers à la tradition national-bolchevik* ou nationaliste-révolutionnaire*, en réhabilitant de sinistres personnages comme Otto Strasser* et Ernst Niekisch* comme des «antinazis».

Parmi ces «transfuges» de l'extrême gauche à l'extrême droite, quelques-uns effectuèrent, après la chute du Mur, un passage plus ou moins long dans les milieux dits *antideutsch* (anti-allemands). Dans ce cas, ils usèrent et abusèrent de l'épithète *völkisch** (ethnonationaliste-raciste) pour tenter de discréditer tous les antisionistes de gauche (antisémites ou pas), tous les mouvements de libération nationale soutenus par les «anti-impérialistes», et même tous ceux, de gauche ou de droite, qui ne pensaient pas comme eux. Exactement comme de nombreux antisionistes de gauche utilisèrent l'épithète d'*antideutsch* pour discréditer ceux qui sont hostiles au remplacement de l'État d'Israël par un régime islamiste aux ordres du Hamas, ou ceux qui se préoccupaient un peu trop, à leur goût, de l'antisémitisme à gauche et surtout de gauche [Y.C., 2015]. Le terme «*antideutsch est devenu une insulte, synonyme de "raciste inversé", de "philosémitisme" ou d'"impérialiste de gauche"*» [Bruhn, 2007].

Si l'on tente de comprendre les débats au sein de la gauche d'outre-Rhin, on se retrouve rapidement étourdi par l'intensité des invectives échangées. Au mieux, on assiste à un dialogue de sourds, comme cet échange entre G. Hanloser* et W. Beyer [avril 2025], d'un côté et le DFG-VK* [mai 2025] de Berlin. Lors de sa dernière manifestation, ce groupe (l'Association allemande pour la paix – Résistants unis à la guerre) brandissait des drapeaux israéliens ; dans son texte, il traite Hanloser et Beyer de «*pseudo-anarchistes*», ce qui est plutôt gentil, en comparaison avec la plupart des procédés diffamatoires habituellement utilisés. En général, les accusations sont beaucoup plus violentes.

Ainsi, dans une critique d'un livre collectif dirigé Gerhard Hanloser, les éditions ça ira (de la mouvance *antideutsch*) accusent l'auteur d'être mu par sa «*haine petite-bourgeoise de la Théorie critique, c'est-à-dire du communisme contemporain*», haine qui convergerait avec celle des... néo-nazis du NPD! Et puisque plusieurs collaborateurs de ce livre collectif dénoncent l'«*hystérie*», la «*folie*» et la «*névrose obsessionnelle*» des *antideutsch*, les éditions ça ira en rajoutent une couche dans leur compte rendu et comparent les propos de leurs critiques à ceux des nazis : «*l'antideutsch est, comme le dit le nazi, une "pensée pathogène", un cas pour l'asile de fous*».

La violence des polémiques au sein de la gauche et de l'extrême gauche allemandes est liée

- à des divergences profondes sur l'analyse de l'évolution du monde après la chute du Mur et la disparition de l'URSS et des démocraties populaires ;
- à des positions différentes sur la validité des outils théoriques légués par le mouvement ouvrier international,
- et évidemment à des questions intimement liées à l'histoire allemande au XX^e siècle, comme je vais tenter de l'expliquer maintenant.

Quelques particularités nationales

On ne peut tenter de comprendre les débats au sein de la gauche et de l'extrême gauche allemandes si l'on ignore l'existence et l'usage polémique (qui varie suivant les tendances politiques) de ces deux concepts (*völkisch* et *antideutsch*). A cette particularité nationale, viennent s'ajouter d'autres éléments locaux :

- L'extrême gauche (comme l'extrême droite) a dû affronter la question de la «*culpabilité allemande*» – non seulement la culpabilité vis-à-vis des crimes commis par les hauts dignitaires nazis, mais la culpabilité de tous les exécutants jusqu'au plus bas de l'échelle, dans

l'administration, l'armée, la police, le NSDAP et ses organisations de jeunesse, sans oublier le Front allemand du travail* et les Allemands de base (pas forcément nazis) qui (comme en France) récupérèrent les appartements, les maisons ou les commerces des Juifs. Jusqu'à aujourd'hui, la majorité de l'extrême gauche n'a pas vraiment su comment affronter cette question : le silence et la gêne ont progressivement cédé place à l'exaspération face aux attaques incessantes (et parfois injustifiées, parfois diffamatoires) des *antideutsch*.

Selon Michael Fischer [2015], cette incapacité théorique pourrait, en partie, expliquer pourquoi certains transfuges (passés de l'extrême gauche à l'extrême droite) ont été séduits par des explications fournies par le camp adverse, les cas les plus emblématiques étant ceux de Horst Mahler et Oberlercher. Mahler fut successivement stalinien, membre de l'Opposition extraparlamentaire (APO), mao-nationaliste, soutien de la RAF et, pour finir, néo-nazi. Oberlercher a suivi à peu près le même parcours, du SDS au groupuscule et au site néonazis Deutsches Kolleg (censés être «*l'épée et le bouclier de l'esprit allemand*» !). La plupart des individus évoqués dans ce texte se sont arrêtés chez les *antideutsch*, ont rejoint ou choisi de flirter avec la Nouvelle Droite ou les nationaux-populistes de l'AfD, donc dans des courants qui se démarquent sans aucune ambiguïté du nazisme (les *antideutsch*) ou au moins prétendent s'en démarquer (Nouvelle Droite, AfD), même s'ils propagent des idées racistes et antisémites, et si certains courants en leur sein tentent de minimiser la portée des crimes du Troisième Reich et sont considérés par les antifa comme... néonazis !. A ma connaissance, seuls trois d'entre eux (deux individus médiatisés : Mahler et Oberlercher ; et un obscur petit apparatchik du KBW : Frank Kerkoff) sont devenus ouvertement néonazis. Même s'ils ne sont plus «de gauche», tous les individus évoqués dans ce texte ne sont pas donc pas devenus des néonazis, stricto sensu !

- Ces transfuges se sont inspirés des méthodes de la «Nouvelle Gauche» des années 1960. J'emprunte cette hypothèse à un universitaire, Samuel Salzborn* [2020]. Ce que Salzborn écrit à propos des agitateurs de la Nouvelle Droite s'applique aussi aux «gauchistes» devenus «souverainistes» (!) de droite ou d'extrême droite, qui n'ont pas oublié les méthodes d'agitation de leur jeunesse contestataire. Ayant fait leur apprentissage à l'extrême gauche, ces individus donnent «*la préférence à des cercles et groupes isolés plutôt qu'à une grande organisation unifiée*» ; ils privilégient une «*forte orientation vers le débat intellectuel dans l'espace médiatique*» (nombre d'entre eux étaient et sont encore journalistes et écrivent des essais polémiques) ; enfin, ils préfèrent les organisations au «*caractère fluide*», aux antipodes des organisations centralisées et hiérarchisées qu'ils ont connues durant leur jeunesse, organisations qui combattaient les mœurs dites «*anti-autoritaire*» des mouvements écologistes, antinucléaires, pacifistes et autonomes*.

- Ces transfuges, passés de l'extrême gauche à la droite dure ou à l'extrême droite, ont été emportés par la vague nationaliste provoquée par la réunification des deux Allemagne (RFA et RDA), vague qu'initialement ils prétendaient combattre. Ils ont su s'adapter au climat politique réactionnaire, antérieur à 1989 mais qui s'est développé après la chute du Mur de Berlin: «*[...] le programme visant à (re)mettre au goût du jour une conception völkisch [ethnoraciale] de la nation ; la révision de l'historiographie officielle en ce qui concerne le national-socialisme ; et l'attitude consistant à s'ériger en victimes étaient des éléments essentiels de la politique non seulement de l'extrême droite, mais aussi d'une partie de la coalition gouvernementale chrétienne-libérale. [...] le climat général en République fédérale était officiellement conservateur de droite ; le droit d'asile fut si durablement limité en 1993 par les voix de presque tous les partis que l'on parla souvent à l'époque de son abolition de fait ; les meurtres racistes et les attentats contre les centres d'accueil pour demandeurs d'asile furent tolérés pendant longtemps par les autorités qui s'en souciaient uniquement parce que ces assassinats risquaient de ternir l'image de l'Allemagne dans le monde*» [Salzborn, 2020].

Après avoir exposé ces particularités allemandes, Salzborn s'engage sur un terrain beaucoup plus glissant : il s'attaque aux ruptures et/ou aux continuités entre les positions d'extrême gauche de certains individus, durant les années 1960/1990 et leurs positions actuelles, de droite et d'extrême droite. Entre les théories dites «révolutionnaires» (anarchistes, trotskistes, staliniennes*, maoïstes, guévaristes, autonomes*, etc.) d'un côté, et national-populistes, néo-droitières ou néonazies, de l'autre. Cette démarche (voire cet amalgame) est habituellement adoptée par les

anticommunistes et les antitotalitaires de droite. Elle est d'autant plus répandue en Allemagne qu'il s'agit de la doctrine officielle... de l'Office fédéral de protection de la Constitution* (BfV), du ministère de l'Intérieur et de l'Agence de formation civique (Bundeszentrale für politische Bildung)¹ !

La théorie de «l'extrémisme» (proche de la théorie du «fer à cheval*») part d'idéaux-types, de modèles abstraits, censés démonter les idéologies politiques des groupes «extrémistes» viscéralement hostiles à la démocratie, selon ces analyses. Puisque, selon le discours officiel, ces groupes d'extrême droite et d'extrême gauche sont favorables à une forme ou une autre de totalitarisme, puisqu'ils veulent détruire l'État allemand par la violence, ils doivent donc être surveillés étroitement par la police, voire interdits.

Malgré ce biais que l'on rencontre souvent chez les universitaires spécialistes de l'extrême gauche (*Linksextremismus* et *Linksradikalismus*) ou de l'extrême droite (*Rechtsextremismus* et *Rechtsradikalismus*), il est difficile d'éviter la question des convergences ou des passerelles gauche-droite, du moins si l'on est de bonne foi.

«Extrémisme» et «radicalisme» selon l'Etat et une partie des universitaires

Le BfV (Bureau de protection de la Constitution) et le Bundeszentrale für politische Bildung (l'Agence de formation civique), deux organismes présents au niveau national (fédéral) comme au niveau des seize *Länder* (États), opèrent une distinction assez baroque entre les «radicaux» et les «extrémistes» :

«[...] pour le BfV, le terme “Rechtsextremismus” (extrémisme de droite) désigne les groupes et actions visant à renverser ou atteindre l'ordre constitutionnel, tandis que celui de “Rechtsradikalismus” (radicalisme de droite), désigne l'expression d'une critique radicale légitime d'un ordre social existant. [...] peut être placé sous surveillance des services de renseignements, voire interdit, ce qui est “extrême”, tandis que ce qui est “radical” (par exemple l'AfD ; ou ce qui reste du parti des Republikaner ; ou le courant national-conservateur représenté notamment par l'hebdomadaire *Junge Freiheit*) est dans le champ démocratique. [...] la classification du BfV* est, en outre, d'une efficacité parfois relative. Ainsi, en 2019, un courant informel de l'AfD connu sous le nom de “Der Flügel” (l'Aile) a été placé sous surveillance des services de renseignement, mais pas le parti lui-même, et les quelque 7000 sympathisants de cette tendance volontiers raciste, antisémite, voire négationniste, ainsi que leurs chefs de file, n'ont ni quitté l'AfD, ni été débus de leurs mandats électifs. En revanche, le Parti national-démocrate d'Allemagne (NPD), désigné comme “extrémiste” et dont la dissolution a été envisagée plusieurs fois en raison de sa proximité avec le néo-nazisme, reste légal, au motif assez cocasse que son interdiction ne pouvait être prononcée que grâce au témoignage d'agents infiltrés du renseignement et des informations qu'ils ont glanées sur le versant non-public de l'idéologie du parti, proche de l'ethnicisme “völkisch”² .

Le BfV considère les groupes antifascistes comme «extrémistes» parce que ceux-ci n'excluent pas d'utiliser la violence, et, selon le ministère fédéral de l'Intérieur et de la Patrie (sic !), parce qu'ils peuvent causer «des menaces, des dommages ou la destruction de biens, des incendies criminels de véhicules ou de lieux de rencontre, voire des agressions physiques brutales contre des personnes qualifiées de “fascistes”» [cité in Rohrmoser, 2022].

Cette opposition entre l'«extrémisme de gauche» et le «radicalisme de gauche» est d'autant plus absurde que «les groupes antifascistes autonomes sont souvent bien mieux informés sur les activités et les structures racistes et d'extrême droite que les autorités publiques chargées de la sécurité». Ainsi, «des autorités telles que l'Office fédéral pour la protection de la Constitution (BfV) s'appuient souvent, dans le cadre de leurs enquêtes,

¹ L'Allemagne ayant une structure fédérale, ces structures étatico-policières existent aussi au niveau des *Länder* et mobilisent les compétences des universitaires, y compris de gauche, pour rédiger des rapports annuels détaillés.

² Jean-Yves Camus, <https://www.iris-france.org/presse/lextreme-droite-allemande-en-2023/>.

sur les plateformes de recherche de groupes antifascistes tels que *exif*, *der rechte rand* ou *NSU-Watch*³. Dans son rapport annuel de 2016, l'Office bavarois pour la protection de la Constitution a même salué les succès des recherches et des **dénonciations** antifascistes et reconnu que la "mise au jour" d'extrémistes de droite avait permis de déjouer des infractions pénales.» [Rohrmoser, 2022] !

L'amalgame pratiqué par l'État fédéral allemand entre fascistes et antifascistes est également absurde si l'on s'intéresse à la létalité des actions menées par les prétendus «*extrémistes de gauche*» : «Des recherches approfondies menées par le *Tagesspiegel* et *ZEIT ONLINE* ont révélé que les auteurs de violences motivées par l'extrême droite ont tué au moins 187 personnes en Allemagne entre 1990 et 2020; tandis que les extrémistes de gauche ont fait six victimes au cours de la même période» [Rohrmoser, 2022]

Sources citées :

- Bruhn, Joachim (2007), «Qui sont les *antideutsch* ?» <https://nfnf.eu/spip.php?article799>
- DFG-VK (2025, mai), <https://berlin.dfg-vk.de/graswurzelrevolution-schiebst-gegen-die-berliner-dfg-vk-die-logik-der-gefuehlten-wahrheiten/>
- Hanloser, Gerd et Wolfram Beyer (2025, avril), «Antimilitaristisch gegen *Querfront* und Staatsraison», *Zeitschrift Graswurzelrevolution (GWR)* n° 498, <https://www.graswurzel.net/gwr/2025/03/antimilitaristisch-gegen-querfront-und-staatsraeson/>
- Rohrmoser, Richard (2022), «“Antifa” : Seismograf des Antidemokratischen», <https://www.fodex-online.de/fodex-data/akten/pdf/2022/Rohrmoser-Antifa.pdf>
- Salzborn, Samuel (2020), «La Nouvelle Droite au sein de l'extrême droite allemande» (2020), dans l'ouvrage collectif *Die Neue Rechte. Hintergründe und Hauptelemente neurechten Denkens* https://tuprints.ulb.tudarmstadt.de/12853/1/Hauptelemente_Hintergr%C3%BCnde_Neurechten_Denkens.pdf
- Y.C (2015), «Antisémitisme de gauche : définition et fonctions politiques», <https://nfnf.eu/spip.php?article258> et dans le livre *Antisémitisme : passerelles et tunnels mortifères*, Editions Ni patrie ni frontières, 2026

³ Cf. les sites : <https://lotta-magazin.de/> ; <https://exif-recherche.org/> ; <https://www.der-rechte-rand.de/> ; et <https://www.nsu-watch.info/en/>.